

1337

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

NAF - L3

DRIRE ALSACE

22 MAI 1998

STRASBOURG

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
JMG/AG

Le

15 MAI 1998

- ⇒ Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt 3
Cité Administrative - 68026 COLMAR Cedex
- ⇒ Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement 1
Cité Administrative - 68026 COLMAR Cedex
- ⇒ Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales 1
Cité Administrative - 68026 COLMAR Cedex
- ⇒ Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours - 1
HOTEL DU DEPARTEMENT
- ⇒ Madame le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile 1
(S.I.D.P.C.) - PREFECTURE
- ⇒ Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement 3
Groupe de Subdivisions du Haut-Rhin - 7 rue Edouard Richard - 68000 COLMAR
- ⇒ Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de 1
l'Environnement d'Alsace
1 rue Pierre Montet - 67082 STRASBOURG Cedex
- ⇒ Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse 1
« Le Longeau » ROZERIEULLES - B.P. 19 - 57161 MOULINS-LES-METZ
- ⇒ Monsieur l'Adjoint au Directeur Régional de l'Environnement 1
chargé du Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques
24 Grand'Rue - B..P. 55 - 68180 HORBOURG-WIHR
- ⇒ Madame le Directeur des Actions Interministérielles 1
Bureau de l'Action Economique et de l'Emploi - PREFECTURE

B O R D E R E A U D ' E N V O I

Installations ClasséesSociété RAVICOLOR à SAINT-LOUIS

Ampliation de l'arrêté préfectoral du **13 MAI 1998** portant prescriptions complémentaires.

Transmis pour : information, - exécution en ce qui le concerne.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau

Christian AULEN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
JMG/AG

ARRETE

n° **981305** du **13 MAI 1998** portant
prescriptions complémentaires à la Société RAVICOLOR à SAINT-LOUIS

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU** le récépissé de déclaration du 6 février 1978 portant sur les rubriques 261/A (installations de simple mélange à froid de liquides inflammables) et 253/B (dépôts de liquides inflammables) délivré à la Société RAVICOLOR située 22 rue de Mulhouse à SAINT-LOUIS ;
- VU** le décret du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature des Installations Classées et classant les activités de la Société RAVICOLOR sous la rubrique 2630 ;
- VU** les conclusions du rapport du 27 mai 1997 établi par le Bureau Véritas effectuant le diagnostic de sites et de sols potentiellement pollués de la Société RAVICOLOR ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des Installations Classées du 23 février 1998 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 9 avril 1998 ;
- CONSIDERANT** que l'activité de la Société RAVICOLOR est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2630 « fabrication industrielle de détergents et de savons » ;
- CONSIDERANT** que les ateliers de fabrication de la Société RAVICOLOR n'étaient pas reliés au réseau d'assainissement de la ville de SAINT-LOUIS ;

CONSIDERANT que les eaux de lavage des sols et des cuves de fabrication de produits étaient infiltrées dans la nappe ;

CONSIDERANT les résultats d'analyses des effluents prélevés dans les différents puits d'infiltration et notamment les concentrations en hydrocarbures et en D.C.O. ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en oeuvre des moyens permettant de surveiller et de résorber cette pollution afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin

ARRETE

Article 1er

L'exploitant de la Société RAVICOLOR, dont le siège social se situe 22 rue de Mulhouse à SAINT-LOUIS est tenu de se conformer aux prescriptions des articles suivants qui s'appliquent à son site industriel de la rue de Mulhouse à SAINT-LOUIS, dans les délais impartis.

Article 2

L'exploitant réalisera dans un délai de deux mois une étude hydrogéologique portant sur l'implantation de puits de contrôle de la qualité de la nappe phréatique. Ces derniers seront implantés après accord de l'Inspection des Installations Classées dans un délai de quatre mois.

Article 3

Il sera réalisé des analyses trimestrielles de l'eau prélevée dans les puits de contrôle.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants :

- ⇒ D.C.O. selon la norme NFT 90101
- ⇒ AOX selon la norme ISO 9562
- ⇒ Hydrocarbures totaux selon la norme NFT 90114
- ⇒ Conductivité selon la norme NFT 90031
- ⇒ Agent de surface réagissant au bleu de méthylène selon la norme NFT 90039.

La fréquence des analyses pourra être adaptée selon les résultats.

Article 4

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux sera associé à une cuvette de rétention. L'étanchéité de ces cuvettes de rétention sera vérifiée dans un délai de trois mois et fera l'objet d'un rapport à l'inspecteur des Installations Classées avec éventuellement un échéancier des travaux à réaliser pour la mise en conformité.

Article 5

Les résidus se situant dans les différents puits d'infiltration dans la nappe et dans la fosse n° 3 seront éliminés dans un centre autorisé, dans un délai de trois mois. Les justificatifs d'élimination seront transmis à l'inspecteur des Installations Classées dès réception.

Article 6

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de SAINT-LOUIS et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de SAINT-LOUIS pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

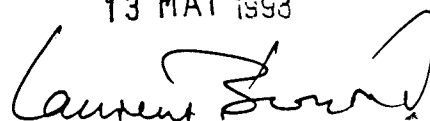
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le

13 MAI 1993

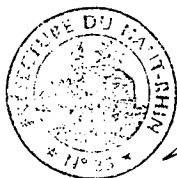
Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN